

Innovation technologique en santé : La chirurgie médicale en pleine révolution en Afrique

Au fil des décennies, les avancées technologiques ont profondément transformé le secteur de la santé, ouvrant ainsi la voie à une révolution médicale sans précédent. Les innovations technologiques dans ce domaine ont permis d'améliorer les diagnostics, les traitements et les soins de manière spectaculaire. Ces avancées, qu'elles soient liées à l'intelligence artificielle, à la génomique, à la télémédecine ou à d'autres domaines, redéfinissent notre compréhension de la médecine et de la manière dont nous prenons en charge notre santé. Dans cet article, nous mettons les projecteurs sur un entrepreneur innovant, Bertin Nahum, le Franco-béninois qui révolutionne la chirurgie à travers son entreprise Medtech.



Robot Epione

Dans le monde de la médecine et de la technologie, le nom de

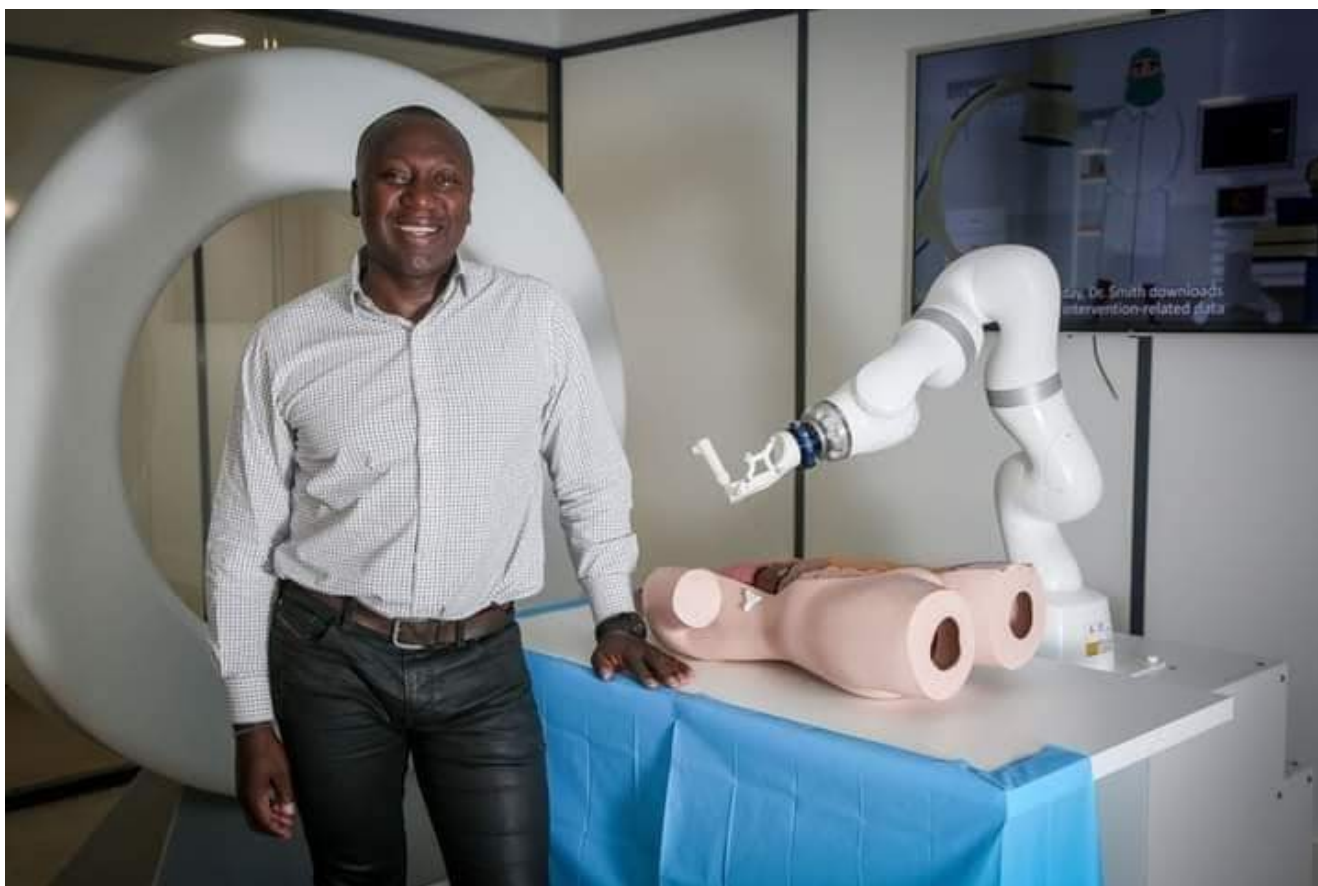
Bertin Nahum résonne comme une symphonie d'innovation et de dévouement à améliorer la vie des patients. Originaire du Bénin et né à Dakar au Sénégal, Bertin Nahum est un entrepreneur franco-béninois, fondateur de la société Medtech, une société à l'origine de la technologie médicale robotisée ROSA. Désormais Président fondateur de l'entreprise Quantum Surgical, dédiée au traitement innovant du cancer du foie, Bertin Nahum est compté parmi les entrepreneurs les plus innovants au monde. En 2012, Nahum est classé quatrième entrepreneur high-tech le plus révolutionnaire du monde par la revue canadienne *Discovery Series*, derrière Steve Jobs, Mark Zuckerberg et James Cameron. L'ingénieur Bertin Nahum recevra en 2013 les insignes de chevalier de la Légion d'honneur, remis par le ministère français des petites et moyennes entreprises de l'innovation et de l'économie numérique puis, en 2014, le titre honorifique de Docteur en Technologie par l'Université de Coventry du Royaume-Uni, en témoignage de sa contribution essentielle à la profession médicale et à l'amélioration des procédures chirurgicales grâce à la technologie robotique.

Trois robots qui opèrent de profonde transformation dans le secteur de la santé

L'aventure de Bertin Nahum dans le domaine des robots chirurgicaux a débuté avec BRIGIT, un dispositif qui a changé la donne en chirurgie orthopédique. BRIGIT a offert aux médecins un soutien mécanique inestimable pour effectuer des coupes osseuses précises. Cette innovation n'est pas passée inaperçue, car Zimmer Inc, le géant mondial de la chirurgie orthopédique, a rapidement reconnu son potentiel et a acquis les brevets de Medtech en 2006.

Mais toujours dans sa quête de perfectionnement, Nahum va, en 2010, donner naissance à ROSA, un robot révolutionnaire doté d'un bras robotisé qui assiste les chirurgiens dans les opérations cérébrales délicates. Reçu dans une interview par Solocal Group, Bertin Nahum a précisé que le robot ROSA permet

de traiter des maladies extrêmement variées comme la maladie de Parkinson, l'épilepsie et la chirurgie tumorale. Des milliers de patients ont été opérés à l'aide du robot ROSA, présent dans de nombreux établissements hospitaliers en Europe, en Amérique du Nord, en Asie et au Moyen-Orient.



Bertin Nahum

L'autre génie de la chirurgie conçu par Nahum est le robot Epione. Avec Epione, Nahum prouve une fois de plus qu'il est un génie africain de la science. Ce robot innovant permet aux chirurgiens de cibler avec une précision extrême les cancers du foie, offrant ainsi de nouvelles perspectives de traitement pour les patients du monde entier. Le premier patient a d'ailleurs été traité avec la technologie Epione aux Etats-Unis en mai 2023 et, à la date d'aujourd'hui, plus de 200 patients seraient déjà traités avec cette technologie à travers le monde.

Bertin Nahum se dit très heureux de contribuer à l'amélioration des soins de santé à travers ses technologies innovantes. « Je suis très heureux de représenter une autre

dimension du numérique, le numérique qui est dédié à la médecine et à la chirurgie », a-t-il déclaré.

Le monde peut, à juste titre, s'incliner devant Bertin Nahum, un véritable Afrogenius de la science, dont les créations changent la vie et apportent de l'espoir là où il n'y en avait presque pas. Son parcours est un rappel poignant que l'excellence n'a pas de frontière et que les esprits brillants peuvent naitre de n'importe où pour apporter des changements durables au monde.

La jeunesse africaine doit donc sortir du complexe d'infériorité, en s'inspirant de Bertin Nahum, pour exprimer tout son potentiel qui peut également apporter de la lumière au monde.

Venance Ayébo TOSSOUKPE

**Soins de santé primaires au
Bénin : La politique
Nationale de Santé
Communautaire lancée
officiellement à Nikki**



Le Bénin s'engage résolument dans la promotion des soins de santé primaires en mettant l'accent sur la prévention, la promotion de la santé, ainsi que la mise en place d'un système d'alerte communautaire permanent. Le vendredi 9 juin 2023, la commune de Nikki a servi de cadre au lancement de la politique nationale de santé communautaire. Le Ministre de la Santé, Monsieur Benjamin HOUNKPATIN, et sa collègue en charge du Numérique et de la Digitalisation, Madame Aurélie ADAM SOULÉ ZOUMAROU, ont rehaussé l'événement de leur présence.

Cet événement marque ainsi le point de départ de cette ambitieuse initiative qui place l'individu au cœur des priorités en matière de santé. La première phase du projet cible six communes : Nikki, Kalalé, Banikoara, Bembèrèkè, Sinendé et Malanville.

Au total, 1 500 agents de santé communautaires qualifiés et 37 relais communautaires ont été déployés pour la mise en œuvre de cette politique novatrice.



Lors de cette occasion, le Ministre de la Santé a rappelé les missions assignées à ces acteurs de terrain. « Un relais communautaire sera responsable en moyenne de 200 ménages. Sa mission consistera à rendre visite à tous les foyers de sa zone de couverture au moins une fois par semaine afin de détecter les problèmes de santé, de fournir des conseils et orientations, de distribuer des fournitures médicales et de faciliter la référence des cas nécessitant une prise en charge. L'agent de santé communautaire qualifié, quant à lui, relèvera de la municipalité. Il supervisera tous les relais communautaires de son arrondissement, s'occupera des cas courants, orientera et référera les personnes vers les structures de santé appropriées pour une prise en charge adéquate », a-t-il déclaré. Il a également appelé toutes les parties prenantes à s'engager pleinement pour la réussite de ce projet ambitieux en cours de déploiement.

De son côté, Madame Aurélie ADAM SOULÉ ZOUMAROU, Ministre du Numérique et de la Digitalisation, a exhorté la population à soutenir cette initiative gouvernementale qui contribuera à

l'amélioration qualitative de leur état de santé.



Le Maire de la commune de Nikki, Monsieur Roland Lafia GOUNOU, le Préfet du département du Borgou, Monsieur Djibril MAMA CISSE, ainsi que les représentants des partenaires techniques qui se sont succédé à la tribune, ont tous félicité le Gouvernement pour cette vision qui, sans aucun doute, dynamisera les indicateurs de santé.

La cérémonie a rassemblé les autorités politiques, administratives et sanitaires, et a reçu la bénédiction de SINAN DOUN WIROU, Premier Ministre de la Cour Impériale, représentant son Altesse SERO TOROU TOUKO SARI, Empereur de Nikki.

Megan Valère SOSSOU

5^e édition du Forum Galien Afrique à Dakar : accélérateur de la marche africaine vers la couverture sanitaire universelle

La cinquième édition du [Forum Galien Afrique](#) s'est tenue du 06 au 09 décembre 2022 à Dakar au Sénégal. Axée sur le thème «Accélérer la marche de l'Afrique vers la couverture sanitaire universelle », elle s'est ouverte le vendredi 06 décembre devant un parterre d'homme et de femmes scientifique, politiques et de la société civile africaine. Il s'agit d'une plateforme annuelle instituée il y a cinq ans qui travaille au renforcement de la recherche et du développement durable, par le partage d'expériences, pour résoudre les problèmes majeurs de santé publique en Afrique.



C'est non seulement un rendez-vous scientifique continental qui vise le renforcement de la recherche et le développement durable mais aussi une occasion de présenter les innovations et de rencontrer des investisseurs tout en assistant aux conférences du forum.

En ouvrant les travaux, le ministre-secrétaire général de la présidence de la République du Sénégal, Oumar Samba Bâ, a souligné que l'objectif de son pays était « de parvenir d'ici les dix prochaines années à la couverture sanitaire universelle ».

Rappelant les dernières statistiques à ce sujet, il a révélé que le taux de couverture sanitaire de la population, « tous régimes confondus, est actuellement de 53% ».

« Les défis restent élevés, notamment ceux relatifs à l'universalité et l'intensification des interventions qui doivent être de qualité », a toutefois souligné M. Bâ. Il a ajouté que pour faire face à ces défis, le président sénégalais Macky Sall avait préconisé de changer de

terminologie, en misant désormais sur le concept de couverture sanitaire universelle.

La santé, qui est plus que jamais « un droit fondamental et précieux pour chaque personne », demeure « une impérieuse nécessité pour protéger nos populations et, surtout, préserver la stabilité et la sécurité mondiale », a conclu M. Bâ.

Les différents participants à cette rencontre de haut niveau sont convaincus d'une seule chose, une couverture de santé universelle passe par l'accès équitable à des soins de santé de base et de qualité.

Il convient de rappeler qu'à cette nouvelle édition ont pris part des milliers de personnes constituées par des délégations en provenance de divers pays dont le Bénin.

Cette année [le prix Galien](#) qui vise à primer les chercheurs, institutions et industries pharmaceutiques qui, à travers leurs produits et services améliorent les conditions de vie des populations, n'a pas été décerné. Un fait qui justifie la rigueur et le sérieux du processus de sélection.

Accès aux soins de Santé en Afrique : Zoom sur la Déclaration de Dakar

Déclaration de Dakar sur l'accès aux soins chirurgicaux, obstétricaux et anesthésiques équitables, abordables et de qualité d'ici 2030 en Afrique



Conversation Présidentielle sur le *Global Mercy* à Dakar, le 30 mai 2022



La Déclaration de Dakar adoptée sur le *Global Mercy* à Dakar le 30 mai 2022



32 pays participants à l'Évaluation de Base

Une initiative africaine

Cette déclaration est le fruit des réflexions des participants au Symposium International sur le Renforcement des Systèmes de soins Chirurgicaux, Obstétricaux et Anesthésiques en Afrique d'ici 2030 qui a eu lieu à Dakar les 4-6 mai 2022.

Ce Symposium International s'est tenu sous le haut patronage de S.E. Macky Sall, Président de la République du Sénégal et Président de l'Union Africaine, présidé par Mr Abdoulaye Diouf Sarr, Ministre de la Santé et de l'Action Sociale du Sénégal et organisé par le Gouvernement du Sénégal et Mercy Ships, en étroite collaboration avec le Bureau Régional de l'OMS pour l'Afrique et en partenariat avec l'ONG Internationale Smile Train, le Programme de Santé mondiale, de Chirurgie et du Changement social de l'École de Médecine de l'Université de Harvard, le Collège Ouest-Africain des Chirurgiens, le Collège des Chirurgiens d'Afrique de l'Est, Centrale, et du Sud, l'Université McGill, l'Organisation Internationale Lifebox, le Collège Royal des Chirurgiens d'Irlande et le Centre régional de collaboration pour les soins chirurgicaux de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe.

Le Symposium International a été organisé en 2 parties :

- 1) La Réunion des Experts des 4 et 5 mai, présidée par le Dr Marie Khemesse Ngom Ndiaye, Directrice Générale de la Santé Publique représentant Mr Abdoulaye Diouf Sarr, Ministre de la Santé et de l'Action Sociale du Sénégal et le Dr Pierre M'Pelé, Directeur Régional de Mercy Ships pour l'Afrique au nom Mr Gert van de Weerdhof, Directeur Général de Mercy Ships.
- 2) La Réunion des Ministres Africains de la Santé du 6 mai 2022 présidée par Mr Abdoulaye Diouf Sarr, Ministre de la Santé et de l'Action Sociale du Sénégal.

L'évaluation de base

Une évaluation de base sur l'accès aux soins chirurgicaux, obstétricaux et anesthésiques a été réalisée pour donner un

éclairage sur l'élaboration de politiques et stratégies basées sur des données objectives. L'évaluation de base concerne les 32 pays à partir d'un échantillon de 609 hôpitaux de district de la région sub-saharienne de l'Afrique. Les participants ont reconnu le soutien exceptionnel du Bureau Régional de l'OMS pour l'Afrique dans la réalisation de l'évaluation de base et l'appui technique à la Réunion des Experts en conformité avec l'accord de collaboration signé le 28 août 2018 entre le Bureau Régional de l'OMS pour l'Afrique et Mercy Ships.

De la recherche à l'action politique

Les participants à la Réunion des Experts ont identifié et approuvé les principales conclusions de l'Évaluation de base, formulé des recommandations prioritaires, proposé une feuille de route 2022-2030 sur l'amélioration de l'investissement dans le renforcement des soins chirurgicaux, obstétricaux, anesthésiques et infirmiers en Afrique et élaboré un projet de Déclaration à l'intention des Ministres de la Santé réunis à Dakar le 6 mai 2022.

La Réunion des Ministres

Les Ministres de la Santé, Chefs de délégation et Représentants des pays suivants : Bénin, Burundi, Burkina Faso, Cameroun, République Centrafricaine, Tchad, Congo, Comores, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Eswatini, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Madagascar, Mali, Malawi, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Sud-Soudan, Ouganda et Togo et le Ministre de la Santé du Somaliland, en tant qu'observateur, ont participé à la Réunion des Ministres Africains de la Santé. Les objectifs de la Réunion des Ministres Africains de la Santé étaient de discuter et d'adopter soumis à leur attention par les Experts : (i) le projet de Déclaration de Dakar sur l'accès aux soins chirurgicaux, obstétricaux et anesthésiques équitables, abordables et de qualité en Afrique, et (ii) le projet de Plan régional d'actions 2022-2030, feuille de route pour

l'amélioration de l'investissement dans le renforcement des systèmes de chirurgie, d'obstétrique et d'anesthésie en Afrique d'ici 2030.

Les participants du Symposium International ont remercié le Gouvernement du Sénégal pour l'accueil et l'hospitalité fraternels, ainsi que pour sa disponibilité et son engagement dans l'organisation du Symposium International. Ils ont également remercié l'Organisation Non Gouvernementale Internationale Mercy Ships pour le soutien technique et financier à la réalisation de l'évaluation de base et à l'organisation du Symposium International.

Conversation présidentielle

Les Ministres de la Santé soumettent à la très haute attention des Chefs d'État Africains réunis à Dakar, Sénégal le 30 mai 2022, un projet de Déclaration sur l'accès aux soins chirurgicaux, obstétricaux et anesthésiques, équitables, abordables et de qualité en Afrique « La Déclaration de Dakar » et une feuille de route 2022-2030 pour l'amélioration de l'investissement pour le renforcement des systèmes de chirurgie, d'obstétrique et d'anesthésie en Afrique d'ici 2030.

Nous, Chefs d'État des Comores, de la Guinée-Bissau et du Sénégal, et les Représentants des Chefs d'État du Cameroun, du Congo, et de La Gambie, réunis à Dakar, République du Sénégal à l'occasion de l' 'Africa Celebration' qui commémore les 30 ans de service de Mercy Ships en Afrique, organisée par le Gouvernement du Sénégal et Mercy Ships en étroite collaboration avec le Bureau Régional de l'OMS pour l'Afrique, et en partenariat avec l'ONG internationale Smile Train, le programme de chirurgie mondiale et de changement social de la faculté de médecine de l'Université Harvard Cambridge, le Collège Ouest Africain des chirurgiens, le Collège des Chirurgiens d'Afrique de l'Est, Centrale, et du Sud, l'Université Mc Gill, l'Organisation Internationale Lifebox et

le Collège Royal des Chirurgiens d'Irlande et le Centre régional de collaboration pour les soins chirurgicaux de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe.

2. Nous reconnaissons la charge mondiale des maladies pouvant faire l'objet de soins chirurgicaux, mise en évidence par l'adoption des résolutions WHA68.15 et WHA70(22) de l'Assemblée Mondiale de la Santé visant à renforcer les soins chirurgicaux et anesthésiques essentiels d'urgence comme composante de la couverture sanitaire universelle (CSU), les travaux de la Commission Lancet sur la chirurgie mondiale (2015) et l'Objectif de Développement Durable n°3, notamment n°3.8 sur la couverture sanitaire universelle incluant la protection contre les risques financiers d'ici 2030, et en particulier les cibles 3.1 et 3.6 sur la mortalité maternelle et les accidents de la route.

3. Nous reconnaissons également le soutien de l'Organisation Non Gouvernementale Internationale « Mercy Ships » dans la promotion d'une chirurgie sûre en Afrique, apportant depuis 1990 espoir et guérison, et transformant les vies des populations africaines.

4. Nous reconnaissons également les progrès importants qui ont été réalisés au cours des deux dernières décennies en termes d' (a) expansion des services chirurgicaux, (b) expansion des compétences chirurgicales et croissance de la formation locale des spécialistes en chirurgie et dans les disciplines connexes, (c) mise en œuvre accrue des politiques et stratégies nationales qui soutiennent les intentions des pays en termes de soins chirurgicaux, obstétricaux et anesthésiques en vue d'atteindre les Objectifs de Développement Durable et un développement potentiel dans un plus grand nombre de pays, (d) accès plus grand aux données sur les conditions et les services chirurgicaux ayant le plus d'impact, grâce à une utilisation accrue des services informatiques et numériques et des systèmes de dossiers médicaux électroniques, (e)

augmentation de la disponibilité des services chirurgicaux au niveau des districts dans plusieurs pays.

5. Nous reconnaissons à la suite de l'analyse des résultats de l'évaluation de base, les défis actuels à relever en matière de couverture sanitaire universelle pour les soins chirurgicaux, obstétricaux, anesthésiques et connexes en raison (1) des déficits en termes de ressources humaines nécessaires au bon fonctionnement des services chirurgicaux, (2) d'importantes lacunes en matière d'infrastructures et d'équipements et une mauvaise répartition au sein des pays, (3) de la faiblesse des services de base et de soutien nécessaires à l'offre de soins chirurgicaux sûrs, il y a pénurie de prestation de services, (4) de difficultés de financement des services de chirurgie, d'obstétrique et d'anesthésie dans le cadre des stratégies nationales de santé, (5) d'absence de réglementation et de structures de gouvernance pour les soins chirurgicaux à tous les niveaux, (6) d'accès limité à l'information, (7) d'efforts insuffisants pour promouvoir bien-être et santé et prévenir les facteurs de morbidité et de mortalité liées à la chirurgie et aux affections connexes, (8) de gouvernance et gestion des soins chirurgicaux, obstétricaux et anesthésiques à développer.

Les 9 Engagements

1. NOUS DEMANDONS à toutes les Nations de la Région Africaine, aux principaux partenaires nationaux et internationaux et aux acteurs de la santé en matière de sécurité chirurgicale de s'engager à mettre en œuvre les 12 actions urgentes requises conformément à l'annexe 1 de la présente déclaration.

2. NOUS NOUS ENGAGEONS, à impliquer les gouvernements, les parlements, les ministères de la santé, les ministères des finances, soutenus par les parties prenantes essentielles, notamment les éducateurs, les formateurs et les mentors des professionnels de la chirurgie, de l'obstétrique et de l'anesthésie, les associations et sociétés professionnelles de

santé, les institutions académiques, les partenaires locaux et internationaux, les organes de régulation des professions de la santé, la société civile et les groupes de défense des droits des patients.

3. NOUS NOUS ENGAGEONS, à intensifier l'investissement dans le renforcement des soins chirurgicaux, obstétricaux et anesthésiques en Afrique en vue de la mise en œuvre du plan d'action régional 2022-2030.

4. NOUS RECONNAISSONS, que la chirurgie a été une composante négligée des systèmes de santé nationaux et que les Nations partagent les mêmes défis notamment en matière d'infrastructures, de ressources humaines, de financement et de vision stratégique.

5. NOUS NOUS ENGAGEONS, à atteindre l'objectif de la Déclaration d'Abuja d'allouant 15 % des budgets nationaux à la santé.

6. NOUS NOUS ENGAGEONS, à plaider pour la création d'un fonds régional (similaire à celui du Fonds mondial contre le sida, le paludisme et la tuberculose) pour améliorer la mobilisation des ressources en vue de renforcer l'accès aux soins chirurgicaux, obstétricaux et anesthésiques.

7. NOUS NOUS ENGAGEONS, à mettre en œuvre la feuille de route 2022-2030 avec ses priorités stratégiques, ses indicateurs clés et son tableau de bord, conformément à l'annexe 2 de la présente déclaration.

8. NOUS APPROUVONS, les conclusions de la réunion des 28 Ministres Africains de la santé de la Région Afrique de l'OMS réunis à Dakar, République du Sénégal, le 6 mai 2022 ainsi que la création d'un groupe de travail scientifique africain pour superviser la mise en œuvre du plan d'action régional.

9. NOUS NOUS ENGAGEONS à nous réunir tous les 2 ans d'ici à 2030 pour évaluer les progrès accomplis, échanger des idées et

des innovations, et partager les expériences entre les pays. Les Chefs d'État EXPERIMENT leur profonde gratitude à S.E. Macky Sall, Président de la République du Sénégal et Président de l'Union Africaine pour son leadership visionnaire et son engagement pour la santé ; et LUI DEMANDENT HUMBLEMENT de porter à l'ordre du jour de la session ordinaire de l'Union Africaine le sujet important sur les soins chirurgicaux, obstétricaux et anesthésiques équitables, abordables et de qualité en Afrique afin d'en faire une priorité essentielle de l'Union Africaine.

MANDATENT, S.E. Macky Sall, Président de la République du Sénégal, en sa qualité de Président de l'Union Africaine, de donner la priorité à cet ordre du jour lors des consultations entre l'Union Africaine et le G20 et le G7 ainsi qu'avec d'autres partenaires stratégiques tels que la Chine, la Turquie, l'Union Européenne, le Japon, l'Australie, le Canada, l'Inde, etc.

Lutte contre le cancer du col de l'utérus: l'accès des femmes handicapées aux soins de santé au cœur d'un plaidoyer

Organismes internationaux, associations et organisations de la société civile s'évertuent au quotidien afin d'améliorer la vie des personnes handicapées. Mais la situation laisse à désirer au Bénin.



Alors que maints projets s'amplifient dans ce sens, le Consortium ONG "La Grande Vision Plus" et "Para Médecine pour le Bien-être des populations" mutualisent leur effort dans le cadre d'un microprojet de lutte contre le cancer du col de l'utérus. Un atelier de plaidoyer a alors été initié afin de mener des réflexions sur l'accessibilité des femmes handicapées aux soins de santé. Ledit atelier s'est déroulé le mercredi 28 septembre 2022 à la maison de la société civile, à Cotonou.

Environ 15 % de la population mondiale, soit 1 milliard de personnes, vit avec un handicap, d'après le premier rapport mondial sur le handicap. Elles constitueraient donc la plus large minorité au monde. Au Bénin, dans le rang des femmes handicapées, la situation est encore plus critique, quant à leur accessibilité aux soins de santé. D'aucuns succombent alors aux maladies silencieuses comme le cancer du col de l'utérus.

C'est pour palier précisément à ces inégalités qui vont à l'encontre des droits de l'homme et du cadre législatif des

personnes handicapées au Bénin que ce plaidoyer est initié. « C'est sur ce type de thématiques que les associations doivent pouvoir se mobiliser », se réjouit Armand Vignon, Directeur de la maison de la société civile qui sert d'hôte au dit atelier.

Si pour Joël Djègo, Point focal handicap de la Mairie de Cotonou, le présent atelier de plaidoyer est une occasion tant attendue, « la cible défendue est tout aussi sensible », a précisé Sabine Donette Agbo, responsable des personnes handicapées et des personnes du 3^e âge au Centre de promotion sociale de Wologuèdè.

Quid du plaidoyer ?

Dans sa présentation du plaidoyer, Mikaël Pierre-Désiré Viegbe, Chef de file du projet, passe au crible les types de handicap, l'approche inclusive, les obstacles à l'accessibilité des femmes handicapées aux soins de santé et les recommandations. On retient notamment la stigmatisation ; l'accessibilité aux informations, aux soins, aux soignants, aux ressources financières, et à la prise en charge, comme obstacles. « Il urge donc de prendre des décrets d'application pour les lois qui souffrent encore dans les tiroirs ; de créer des centres spécialisés de dépistages et de prise en charge pluridisciplinaire du cancer du col de l'utérus, etc. », a suggéré Mikaë Viegbe dans le plaidoyer.



Quid du microprojet ?

« Ma vie de femmes handicapées face au cancer du col de l'utérus ». C'est autour de ce microprojet que s'inscrit l'atelier de plaidoyer à l'accessibilité des femmes handicapées aux soins de santé et à une prise en charge pluridisciplinaires du cancer du col de l'utérus. Visant à contribuer à l'atteinte du troisième ODD, ce projet permettra surtout de soutenir les femmes handicapées et épouses des hommes handicapés membres du réseau RAPHaL dans l'accès à l'information au dépistage et à la prise en charge du cancer du col de l'utérus.

Ainsi, 75 femmes handicapées seront informées, éduquées et dépistées sur le cancer du col de l'utérus à l'arrivée. À mi-chemin, 11 femmes ont été déjà dépistées sur les 34 sensibilisées. À l'issue de ce dépistage, on dénombre 9 cas négatifs, 1 cas positif et 1 neutre, selon la présentation de Romaric Legonou, Consultant Formateur en Management des

Organisation et Gestionnaire de Projet, sur l'état d'avancement des activités du projet.

À noter que les documents de plaidoyer ont été remis aux différents acteurs et représentants, notamment les journalistes, pour porter l'information à tous les acteurs. Aussi, le consortium a-t-il distingué certains acteurs clé qui n'ont ménagé aucun effort pour se rendre disponible depuis le début du projet.

Arsène AZIZAHO